

Convention de mécénat n° 2009-013 R/A du 14 décembre 2009 passée pour le château de Courcy entre La demeure historique et la société civile de Courcy (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Courcy, 6, avenue de Courcy, 50310 Fontenay-sur-Mer, monument historique inscrit pour ses façades, toitures et le jardin par arrêté du 22 février 1968 et les intérieurs (à l'exclusion du sous-sol), les douves du parterre est et leur déversoir, le jardin clos, son colombier, son pavillon d'angle, ses douves et ses murs de clôture, le parc et ses allées, la grande allée dite « avenue de Courcy » par arrêté du 28 février 1995, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* la société civile immobilière de Courcy, propriétaire du monument, dont le siège se trouve château de Courcy, 6, avenue de Courcy, 50310 Fontenay-sur-Mer (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, M. Jean Gatellier, 15, rue Gudin, 75016 Paris ;

* les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

- Jean Gatellier, 15, rue Gudin, 75016 Paris : 11 630 parts,

- Marie-Anne Gatellier, 15, rue Gudin, 75016 Paris : 987 parts,

- Alexandra Gatellier, 15, rue Gudin, 75016 Paris : 987 parts.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites ou qu'ils sont destinés à améliorer l'accès du grand public ou des personnes handicapées au monument.

La société civile s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours d'un ou plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare qu'elle n'a pas réalisé de revenus dans le monument, sur la période 2006-2008.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 100 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la société civile s'engage à remettre à La demeure historique des attestations d'absence d'empêchement émanant de tous les associés signataires de la convention conformes au modèle établi, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes qui viendraient s'ajouter au premier.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à

conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux handicapés, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de

tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 12. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. La société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile n'étant pas assujettie à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, La demeure historique retiendra

pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3 le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 18. - La société civile s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don

irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽¹⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le gérant de la société civile,
Jean Gatellier
Les associés,
Marie-Anne Gatellier et Alexandra Gatellier

Annexe I - Programme de travaux

Description des travaux (travaux TTC)

Phase n° 1 : 11 026 euros

- Travaux sur la façade arrière : réfection de 2 chaînes d'angles et bandeau : 8 026 euros
- Reprise végétaux Jardin Clos et Cour d'honneur : 3 000 euros

Phase n° 2 : 8 000 euros

- Réfection arrosage Jardin (forage) : 5 000 euros
- Suppression de certains câbles en façade : 2 000 euros
- Réparation des fenêtres extérieures : 1 000 euros

Phase n° 3 : 15 152 euros

- Travaux sur mur d'enceinte côté droit et gauche : 10 152 euros
- Reprise enduit au clou sur façade Est : 5 000 euros

Phase n° 4 : 12 162 euros

- Accès handicapé à travers le musée et parking : 4 000 euros
- Travaux sur mur de clôture Jardin clos : 5 162 euros
- Réparation volets et fenêtres extérieures : 3 000 euros

⁽¹⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

Phase n° 5 : 13 000 euros

- Réparation volets et fenêtres extérieures (suite) : 3 000 euros
- Réparation fuites douves : 10 000 euros

Total travaux : 59 140 euros

Le gérant de la société civile,
Jean Gatellier

Annexe II - Plan de financement

Phase n° 1 : 11 026 euros

*** Subvention :**

- DRAC : 1 617 euros
- CR
- CG : 1 213 euros

*** Mécénat : 8 296 euros**

Phase n° 2 : 8 000 euros

*** Subvention :**

- DRAC
- CR
- CG

*** Mécénat : 8 000 euros**

Phase n° 3 : 15 152 euros

*** Subvention :**

- DRAC : 2 000 euros (espérés)
- CR
- CG : 1 500 euros

*** Mécénat : 11 652 euros**

Phase n° 4 : 12 162 euros

*** Subvention :**

- DRAC
- CR
- CG

*** Mécénat : 12 162 euros**

Phase n° 5 : 13 000 euros

*** Subvention :**

- DRAC
- CR
- CG

*** Mécénat : 13 000 euros**

Le gérant de la société civile,
Jean Gatellier

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Maçonnerie SARL Gérard Maurouard

Le Haut Gallion

50 700 Valognes

(réfection des chaînes d'angle, du mur d'enceinte et de l'enduit au clou)

Les Botaniques du Val d'Ouve

La Meloquerie

50 390 Saint Sauveur le Vicomte

(végétaux)

Lebredonchel

10, lieu dit la Chevalerie

50 390 Nehou

(menuiseries fenêtres)

Ets Perdreau Ouest Forage

50 710 Creances

(arrosage)

Échéancier de leur réalisation :

Phase n° 1 : 2010

Phase n° 2 : 2010/2011

Phase n° 3 : 2011/2012

Phase n° 4 : 2012/2013

Phase n° 5 : 2013/2014

Calendrier de leur paiement (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement, à la diligence de la société civile),

Le gérant de la société civile,
Jean Gatellier

Convention de mécénat n° 2009-014 R du 16 décembre 2009 passée pour le château de Bourgon entre La demeure historique et l'indivision Ducatillon (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Bourgon, route de Belgeard, 53150 Montourtier, monument historique :

- inscrit pour l'ensemble des communs et bâtiments de service, cour, jardins, terrains d'assiette archéologique de la plate-forme de l'ensemble castral avec son mur de soutènement et la basse-cour ainsi que l'emprise de l'ancien étang et des douves par arrêté du 29 décembre 1994 ;